

Propositions alternatives.

Compte rendu de la réunion du 29 Mars 2003

1) informations.

- **Le 29 Avril** se tiendra dans les locaux d'Espaces Marx, une "mardi" espaces ma&rx l'Humanité, sur le thème "Science et technologies, pour quelle société?."

Y parleront : Daniel Thomas, André Jaeglé et moi-même, pour notre groupe de travail, et Pascal Lederer (physicien à Paris sud Orsay) et Danièle Montel membre de l'intersyndicale des travailleurs scientifiques d'Aventis. Retenez cette date, mais vous recevrez une invitation en forme très bientôt.

- **Le 2e FSE** : André Jaeglé fait maintenant partie du Groupe programme du Comité d'initiative français (CIF) pour le FSE, au titre de la FMTS. La décision a été prise de tenir une séance plénière sur le thème **Science et recherche : pour une maîtrise du développement scientifique par les citoyens, contre la marchandisation de la science, du corps humain, pour quelle politique de santé ? Pour une véritable solidarité scientifique Nord-Sud, brevetage du vivant** ". Ce thème doit être définitivement adopté, ou modifié, par "l'Assemblée européenne de préparation" (Berlin, 24-27 avril). Ce qui ne nous empêche pas, bien au contraire de tenter d'organiser un séminaire sur notre thématique, si nous trouvons des répondants en Europe.

2) Compte rendu de la discussion sur la manière d'aborder des propositions alternatives.

Pour des raisons diverses, la date choisie s'est avérée mauvaise, et nous n'étions que 4 dont 3 du "noyau dur". Ceci dit, cela a suffi pour faire un bon tour des difficultés, et proposer quelques pistes. En effet, comme prévu, il est plus difficile d'avancer dans les propositions que dans la critique. Les positions en présence, (les présents Annick Jacq, André Jaeglé et Janine Guespin, plus celles de Jean Marc Lelièvre qui avait envoyé un petit texte, sont résumées ci-dessous, et figurent dans le document d'accompagnement).

-Pour pouvoir présenter des propositions alternatives, il faut bien comprendre la nature des interactions entre les notions a priori contradictoires, que sont : choix de société, et théories scientifiques. Par exemple il est important de comprendre comment la même conception hyper réductionniste entraîne les médecins à travailler sur ordinateur et pas avec le malade, les scientifiques à travailler de façon quasi exclusive en génomique, et tout ceci en parfaite adéquation avec les intérêts des entreprises, reflétés dans la politique scientifique mise en place par Bruxelles. Inversement un choix de société favorisant une vraie demande sociale, a de fortes chances de nécessiter d'autres conceptions de la science, qui peuvent s'appuyer sur des recherches défavorisées par les politiques actuelles, comme les recherches plus globales, s'appuyant sur les théories de la complexité ou les dynamiques non linéaires.

-Faire des propositions alternatives nécessite d'abord de se débarrasser de la technoscience. "La science au service des besoins sociaux" peut être une tarte à la crème du capitalisme. Si nous trouvons les mots pour sortir de l'ornière où ce concept est aujourd'hui enfermé, alors nous aurons fait du bon boulot, mais 1) il faut sortir de l'idéologie du progrès technoscientifique comme moteur du progrès et 2) ce ne pourra être fait qu'avec beaucoup d'autres, et que c'est à la préparation de ce débat et des questions à poser que nous devrions nous atteler, dans le cadre de la préparation du FSE par exemple"

- Peut-on définir une politique de recherche en partant des besoins sociaux ? Pour le savoir, il faudrait partir de l'étude de cas : la politique de santé ou même encore plus restreint, et pour avancer, il faut sortir des généralités et rentrer dans le concret, en tentant de poser le maximum de questions permettant de cerner le problème. Cependant, s'appuyer uniquement sur la demande sociale pour définir une politique scientifique, risque de priver la science de sa

dimension recherche sans but appliqué immédiat, dont on sait qu'elle seule est porteuse de découvertes.

-Le but de l'ensemble de cette initiative est essentiellement de faire prendre conscience aux travailleurs scientifiques, qu'ils doivent se sentir citoyens, au sein même de leur profession, et qu'ils doivent donc écouter la société et contribuer à présenter d'autres choix. Donc, ils doivent aussi, participer, du point de vue citoyen et non pas du seul point de vue de l'intérêt de leur laboratoire à l'élaboration de la politique scientifique. Le niveau de l'Europe leur paraît trop lointain, et pourtant c'est là que beaucoup, peut être tout si nous n'y prenons pas garde, va se passer, il faut donc qu'ils en prennent aussi conscience. Ne faut-il pas, dans l'effort de notre groupe d'Espace Marx pour concevoir ce que devrait être une *politique scientifique européenne*, nous intéresser à part égale aux mécanismes de la politique européenne actuelle, très opaques et dont l'un des rouages est le recours à des experts et à la question des priorités en terme de besoins de la société (santé, coopération Nord-sud, etc.). Si nous voulons dépasser le niveau de la dénonciation de la technocratie de Bruxelles, il nous faut commencer à dire quel genre de mécanisme nous envisageons.

Contributions au débat. (classées dans l'ordre alphabétique)

Janine Guespin

Le rôle de l'Europe dans la marchandisation de la recherche en biologie : réflexions pour des propositions alternatives.

Lors des deux précédentes réunions de travail, nous avons montré d'une part à quoi visait le 6e PCRD par rapport à l'ERA et à l'économie et société de connaissance, et d'autre part à quel point le programme de ce PCRD était restrictif, à tout le moins en ce qui concerne les sciences de la vie et la santé. (cf les rapports de ces deux réunions).

Voici **pour rappel**, l'introduction du programme du 6e PCRD consacré à la recherche en biologie et à la "santé", qui résume l'esprit de ce texte.

The strategic objective of this line is to support research activities that will foster the **competitiveness of Europe's biotechnology industry** by exploiting the wealth of biological data produced by genomics and advances in biotechnology. Research will encompass development of technological platforms in the fields of new diagnostic, prevention and therapeutic tools. The objectives are to foster multidisciplinary collaboration among and between academia and industry to develop technological platforms using cutting edge **technologies arising from genomic research** that may contribute to health care progress and cost reduction through more precise diagnosis, individualised treatment and more efficient development pathways for new drugs and therapies. Support will be aimed in particular towards innovative research in genomic start-ups and research-based SMEs to strengthen this sector and contribute to its sustainable growth. This line is also expected to stimulate entrepreneurship and opportunities for investment through public and private venture capital, including the instruments of the European Investment Bank and European Investment Fund."

Je voudrais ici explorer quelques pistes pour contribuer à réfléchir à une politique scientifique alternative.

Ce texte appelle plusieurs types de remarques.

Les unes sont d'ordre purement scientifiques. Elles ont trait à la non pertinence scientifique de la démarche consistant à mettre tous ses efforts dans "exploiting the wealth of biological data produced by genomics and advances in biotechnology", telle que Annick Jacq l'a analysée lors de la dernière séance. Démarche qui correspond à une vision réductionniste de l'individu et de sa santé. Bien qu'elle représente les intérêts de ceux dont la volonté est de vendre des médicaments plus que de soigner, et encore moins de prévenir la maladie, cette vision a été élaborée par des scientifiques reconnus, et non par des marchands, ou des fonctionnaires zélés!

Les autres sont d'ordre politique. Cela tourne autour de l'idée du droit à la santé, en Europe, et immédiatement, on le voit bien, dans le monde, et particulièrement dans les pays du "Sud".

Enfin on ne peut négliger les considérations d'ordre **éthique**, qui ont essentiellement ici, trait à l'utilisation des "nouveaux diagnostics", qu'il s'agisse de certains tests prénataux ou de l'utilisation de ces tests par les sociétés d'assurance ou par les usines à risque... Il y a pour ces tests un énorme marché, avec des autorisations de commercialisation beaucoup plus rapides que pour les médicaments, donc une rentabilité très grande des recherches. Il s'agit, dans le domaine de la santé pratiquement des seules retombées appliquées immédiatement disponibles des "cutting edge technologies arising from genomic research". En dépit du fait que la CEE se réfère formellement aux principes d'éthique, elle les oublie dans ce cas.

Il me semble que ces questions (ou niveaux d'analyse) sont profondément interconnectées, et que cette unité permet de réfléchir à des alternatives en matière de politique scientifique. L'interconnexions des niveaux se voit de suite si l'on pose la

question "**quelle santé**"? "La santé" n'est pas une notion évidente, elle est un enjeu de lutte non seulement quantitative (plus de médicaments, moins chers etc..) mais qualitative, Quelle santé? Ne faut-il pas par exemple poser les questions en termes d'une autre santé possible que celle consistant à se bourrer de médicaments (quand on le peut) une fois que le mal est fait? Pour caricaturer, dirons nous qu'une personne qui tient le coup à coup d'antidépresseurs et d'excitants, même remboursés à 100% par la sécu, et même si ces médicaments sont tout à fait performants, bénéficie du "droit à la santé"? La santé est-elle un objectif social (humain ?), ou un objectif de rentabilité des industries pharmaceutiques? L'éthique est elle un supplément d'âme qu'on utilise lorsque cela peut être utile comme argument de vente (cf les remarques de A. Jacq sur l'expérimentation animale), ou une composante fondamentale des objectifs politiques? C'est le mauvais choix concernant ces enjeux qui se reflète non seulement dans les programmes cadres du 6e PCRD, mais aussi **dans les modes de raisonnement majoritaires des scientifiques.**

L'interconnexion de ces 3 types de questions peut se résumer ainsi : la vision réductionniste de l'individu (appuyée sur une conception restrictive et hyper réductionniste de la génomique) **se nourrit de, conduit à, et alimente, une politique de la santé, et de recherche** orientées exclusivement "profits pour les entreprises", c'est-à-dire médicaments (pour les riches de préférence) et tests de diagnostics quelles qu'en soient les conséquences éthiques. Il n'y a pas chaîne de causalité, mais **cercle causal**, circuit de rétroaction positif, chacun des trois aspects (le scientifique, la négation des principes éthiques et le choix politique étant à la fois alimenté par les deux autres, et facteur favorisant les deux autres. (Certes, le poids de chacune de ces relations n'est pas égal, le poids du politique étant bien sur beaucoup plus fort).

Je vais essayer d'illustrer ces propos, à partir de travaux réalisés sur une maladie monogénique, l'anémie falciforme. Une maladie monogénique est une maladie qui est clairement attribuable à un défaut (mutation) dans un seul gène. Il n'y en a pas beaucoup, elles sont le plus souvent des maladies rares, mais elles sont les plus faciles à appréhender. Par exception, l'anémie falciforme, très bien connue depuis longtemps, est une maladie très répandue.

Des travaux épidémiologiques, portant sur des populations de plusieurs régions du globe, ont montré des variations individuelles étonnantes dans cette maladie. Tel individu qui porte une mutation généralement grave est à peine atteint, tel autre qui, d'après l'état de son gène devrait avoir une forme relativement bénigne, est beaucoup plus malade. Les individus de différents groupes "ethniques" ne réagissent pas de la même façon à la maladie. Ceci montre que même lorsqu'une maladie est monogénique, il y a en fait intervention de multiples autres gènes de façon indirecte. (Dois-je ajouter que les résultats de ces travaux ne font pas l'objet d'une diffusion intense?) Que dire alors des maladies que l'on sait multigéniques, c'est-à-dire pour lesquelles on connaît déjà plusieurs gènes dont l'altération conduit à une même maladie ?

Les conséquences de tout ceci sont multiples. **Du point de vue scientifique**, on voit comment, tant qu'on raisonnera en terme de " un gène, une maladie, un médicament", même dans les cas les plus simples, on se trompera. L'organisme est un réseau complexe de gènes dont les produits sont en interaction, et en interaction avec l'environnement, et à l'étude des gènes il faut ajouter la recherche, qui est nécessairement plus longue, de ces interactions et de leurs possibles conséquences, pour comprendre réellement le fonctionnement des maladies (inutile de rappeler qu'une telle recherche n'est pas financée dans le 6e PCRD!). On peut aussi mieux voir le **problème éthique** posé par les tests de diagnostic. Un test prénatal d'un embryon d'une famille "à risque" d'anémie falciforme va permettre de connaître exactement la mutation que possède le futur enfant. Mais quel type de gravité aura finalement sa maladie ? Faut-il par "principe de précaution" craindre le pire et agir en conséquence? Il s'agirait là d'une forme d'eugénisme, qui, outre tous les problèmes éthiques qu'elle soulève immédiatement, risque aussi de faire disparaître un pool d'allèles de gènes liés à cette maladie, qui sont probablement bénéfiques, puisque l'évolution a permis à cette maladie de se répandre fortement?

Or, l'état des connaissances concernant les maladies les plus fréquentes qui sont multi-géniques est bien sûr encore plus limité. C'est pourtant là que se développent le plus de tests de dépistage. Appliqués à l'embryon, ils peuvent être utiles, mais sont encore plus que dans le cas précédent sujets à des incertitudes que l'absence de recherches intégrées ne permet pas d'espérer lever. (Et je n'aborde pas ici le problème de leur utilisation chez l'adulte, qui vise souvent à renforcer la "compétitivité des entreprises" à un autre niveau).

Du point de vue scientifique et médical, il y a donc une erreur grave dans la manière dont on raisonne, si on se contente de dire : "un gène déficient augmente de tant le % de chance d'avoir un cancer" par exemple. Nous avons vu que ce % cache une disparité des cas liée à l'ensemble des autres gènes, à quoi il faut ajouter l'ensemble des conditions physiologiques : alimentation, santé générale etc. (On reconnaît dans le 6e PCRD, qu'il y a des maladies liées à la misère, mais le seul traitement que l'on préconise est celui des médicaments ou des vaccins).

Pourquoi la recherche scientifique, se focalise t elle donc à ce point sur les gènes et l'origine génétique des maladies? Qu'il y ait de la part des entreprises pharmaceutiques ou biotechnologiques, une volonté de rentabilisation immédiate, cela se comprend; Mais pourquoi des chercheurs et des médecins acceptent ils l'étrécissement des champs de recherche qu'implique cette volonté de profits immédiats? Soigner les maladies nécessite bien plus de connaissances, bien plus de temps, et surtout de ne pas rester dans une problématique du tout génétique. Cette problématique, qui rejoint celle du tout médicament, correspond à une vision réductionniste de l'individu qui est vu comme une collection d'organes, de gènes, de maladies, et non pas comme un tout résultant de l'interaction entre les gènes, les organes, et le milieu. **Il y a donc un débat scientifique profond qui sous-tend la problématique que j'énonce.**

C'est là qu'intervient la politique. En favorisant les laboratoires qui obtiennent des crédits industriels, en finançant avec les fonds publics les recherches qui visent à accroître rapidement la "compétitivité des entreprises", la politique influe directement sur le débat scientifique et instaure une culture de la rentabilité. Certes, elle ne crée pas des résultats ou des théories. Mais elle favorise celles des théories existantes qui répondent le mieux à ses buts, voire elle les empêche d'évoluer, lorsque cette évolution semble s'éloigner de ces objectifs.

Inversement, mettre en avant les besoins de santé dans leur globalité, et en relation avec les préoccupations éthiques poussera obligatoirement la recherche vers des directions nouvelles, non pas exclusives, comme c'est le cas actuellement mais plus larges, incluant et dépassant celles qui sont menées actuellement. On voit donc la nature de cette unité dialectique entre ces deux termes considérés souvent comme antinomiques, la recherche (y compris fondamentale), et la politique.

Cependant, il faut se garder là encore d'une interprétation mécaniste. Contrairement à ce qui est en train de menacer la recherche européenne, la recherche fondamentale est relativement bien développée aux USA où les laboratoires mettent de côté 30% de leurs crédits industriels pour ce faire. Bien que les directions des recherches fondamentales y soient également tributaires des vues d'ensemble, des objectifs, de l'idéologie de la société, la réalité a la peau dure, et petit à petit les directions de recherche rendues possible par le développement même des connaissances, finissent par émerger. Ainsi les revues américaines les plus "cotées" se mettent elles à publier depuis un an ou deux des recherches en biologie intégrative, basées sur les systèmes complexes. Est-ce à dire que la politique de santé des USA va changer pour autant? Certes non, et la pression de la politique va continuer à s'exercer en faveur d'une recherche majoritairement réductionniste. Simplement ceux qui se battent pour changer la société, vont disposer d'arguments plus forts en ce qui concerne la santé.

Ainsi, il ne suffit pas de dire qu'il faut une recherche libre, soustraite aux contraintes financières liées aux applications. Si la société entière se dirige vers une politique orientée "santé de l'individu dans son environnement", il faudra des recherches nouvelles. Qu'on les appelle fondamentales ou non, elles seront menées dans un esprit différent des recherches actuelles. En revanche si la société freine, seule la suppression des recherches fondamentales, (comme la commission semble vouloir le faire en Europe), pourrait empêcher, à terme, les nouvelles connaissances d'émerger.

Il n'est donc pas possible de séparer recherche de société, science de politique.

Leurs rapports ne sont pas directs, linéaires, ils sont dialectiques, en ce que les deux termes sont à la fois contradictoires et profondément unis. Cette unité des contraires prend la forme d'un circuit de rétroaction positive, ou cercle vicieux. Le fonctionnement du 6e PCRD, tel que nous l'avons analysé, avec les "experts" bruxellois qui conseillent aimablement les porteurs de projets, pour qu'ils fassent une déclaration d'intention "conforme" est une illustration presque caricaturale de ceci.

Ce ne sont donc pas les chercheurs seuls qui pourront résister à ces pressions, qu'ils ont d'ailleurs, au départ, favorisées. C'est la société, dont le poids est tout à fait prépondérant dans cette relation. Cependant, qu'un scientifique se livre à des recherches défavorisées par le système, n'entraînera certes pas une modification de la politique scientifique et de la politique générale, mais ces recherches pourront aider la société civile à présenter des propositions alternatives sur les connaissances scientifiques et sur une conception citoyenne de la santé et de l'éthique.

Il est important ici de voir ce qui est en jeu. Il ne s'agit pas d'un système hiérarchique où un décideur qui orchestre tout, mais bien d'un système émergent d'un réseau de causes et d'acteurs. Le système actuel est un cercle vicieux (circuit de rétroaction positive) : la demande "sociale" interprétée par les ministères ou la CEE, provient de la structure capitaliste mais s'appuie sur une idéologie scientifique qui a été façonnée à cet effet à coups de crédits et de mode de gestion des carrières. On peut le schématiser ainsi : logique libérale et marchandisation de la santé à pensée réductionniste à biologie hyper réductionniste à politique de recherches favorisant la marchandisation de la santé. A cela doit se substituer un cercle "vertueux" (autre circuit de rétroaction positive) : une autre conception de la santé rendra possible une évolution de la science, non pas en décrétant quelle recherche faire, mais en levant des verrous, en fixant de nouveaux objectifs... Mais encore faut il que la science aide la société civile à savoir qu'un tel objectif est réaliste, ce que rendent possible les recherche "en franc tireur" qui alimentent une conception de l'être vivant qui permet de promouvoir l'idée d'une possibilité d'une autre santé, ce qui à son tour, pourra faire grandir la revendication de cette autre santé etc: le schéma devient alors : demande sociale de santé incluant l'éthique à pensée globale à biologie intégrative à politique de recherche favorisant un véritable droit à la santé. Chacun des éléments du cercle permet de potentialiser les autres éléments, même si, encore une fois, les forces en jeu ne sont pas égales. (La politique de santé ne dépend pas que de la science, et les découvertes scientifiques ne peuvent pas être indéfiniment empêchées par l'idéologie dominante) Il s'agit, au lieu d'opposer et de séparer les champs différents, contradictoires même, de les considérer dans leur unité dialectique, et de rechercher la nature et le poids respectif des interactions qui font fonctionner le système dans son ensemble.

Cette relation dialectique entre sciences et politique est peut être d'ailleurs relativement nouvelle. Les conditions matérielles de la recherche et de ses "retombées appliquées" ont profondément changé en biologie en tous cas, ces dernières décennies. **Peut être y a-t-il là une notion nouvelle à forger et à opposer à la notion réductrice de techno-science?**

Au cours de ce travail, j'ai tenté de mettre en pratique les idées que j'ai exposées dans les deux dernières lettres d'Espace Marx sur l'intérêt d'utiliser les notions issues de l'étude des systèmes complexes (dynamiques non linéaire, circuits de rétroaction) optimisées par l'utilisation de la logique dialectique. Il s'agit d'un travail d'élaboration (nouveau pour moi) qui est donc loin d'être achevé, mais pour lequel je crois beaucoup à l'élaboration collective et surtout pluridisciplinaire, telle que la composition de notre groupe de travail la rend possible.

C'est pourquoi je le fais circuler dans l'état actuel de non-finition, afin de bénéficier de l'avis de tous ceux qui s'y intéresseront

Annick Jacq

Par rapport à la réunion du 29, et pour la poursuite de notre réflexion dans la direction "quelle alternative", je me suis demandée si une possibilité concrète de travail, qui éviterait de partir d'une conception préalable de ce que doit être une politique de recherche, serait de mettre au test de l'analyse, la question suivante: Peut-on définir une politique de recherche en partant des besoins sociaux?

Etude de cas: la politique de santé (mais à mon avis il faudrait réduire en identifiant un problème plus ciblé de problèmes de santé.

A partir de là, on peut tenter de répondre à une telle question sans préjuger de la réponse. Plusieurs thèmes intermédiaires (étapes) se profilent alors:

Qu'est-ce une "politique de recherche"?

Quelles réponses apporter à un problème de santé publique? Parmi ces réponses, lesquelles suscitent des besoins en recherche Des besoins de développement. De quel ordre? Dans quels domaines. Quelles connaissances sont disponibles, comment ont-elles été obtenues, à partir de quelle politique de recherche antérieure. Quelles connaissances seraient nécessaires qui n'existent pas. Peut-on les obtenir dans l'état actuel des connaissances et des techniques. Quels acteurs dans ce processus conduisant à la définition d'une politique de recherche doivent-ils intervenir pour que les réponses soient pertinentes,... etc. Le tout en travaillant sur un cas concret.

En fait en y réfléchissant, il me semble qu'une question préliminaire à celle de "qu'est-ce qu'une politique scientifique" serait "A quoi sert la recherche et le développement des connaissances? Y-a-t-il des connaissances utiles et d'autres inutiles, etc?" Ce serait déjà intéressant de confronter les réponses que les uns et les autres pourraient donner à ces questions.

Si cette démarche vous paraît intéressante, on pourrait éventuellement commencer par discuter de la manière la plus pratique de la mettre en oeuvre, et définir les étapes de la réflexion et du travail à faire.

André Jaeglé.

Résumée en une phrase simple ma question est "Comment le citoyen européen (ou le citoyen d'un pays de l'UE) peut-il intervenir dans l'élaboration de la politique scientifique européenne ?"

J'entends par citoyen(ne) aussi bien celui ou celle qui a une formation scientifique que celui ou celle qui n'en a pas. Il ne peut donc être question dans ce qui suit de l'association des citoyens à la définition des programmes de recherche. A ce stade déjà avancé d'élaboration, ils ne peuvent pas être des interlocuteurs des professionnels de la recherche.

D'autre part, je parle d'élaboration d'une *politique scientifique* et non d'un politique de recherche (scientifique). C'est ce qui demande explication.

Lorsque les autorités de l'Union Européenne (Parlement et Conseil) adoptent (sur proposition bien ficelée de la Commission) comme **objectif général** (c'est-à-dire pas spécialement limité

à la recherche scientifique) la réalisation de « *l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde, capable d'une croissance économique durable accompagnée d'une amélioration quantitative et qualitative de l'emploi* » elles introduisent **implicitement** une contrainte, **parmi d'autres**, dans la *politique scientifique européenne*. Il n'est même pas besoin pour cela qu'on donne le titre de "*politique scientifique*" à quelque chapitre que ce soit de la politique européenne. Quels que soient les libellés des objectifs contenus dans le PCRD, l'objectif de compétitivité économique a toutes les chances de peser plus lourd que les autres intentions exprimées dans les divers textes prétendant définir la politique européenne. L'orientation réelle des programmes particuliers de recherche scientifique sera le résultat du mécanisme combiné de la désignation d'experts réputés indépendants et du lobbying. Les "*experts indépendants*" sont nommés par la Commission dans les conditions bien définies¹. Le lobbying à Bruxelles est totalement institutionnalisé. Donner l'habillage nécessaire au processus d'élaboration reviendra, entre autres précautions, à montrer en quoi l'évaluation d'un projet respecte des règles elles aussi bien définies². Une lecture collective de ces règles serait un exercice utile.

La dénonciation par nous de l'objectif de compétitivité économique, si elle restait isolée de l'affirmation d'autres impératifs sociaux et sociétaux, ne serait guère pertinente. Il n'est pas mal "en soi" de vouloir une économie compétitive. Bien au contraire ! La question **pour le citoyen** devrait être, me semble-t-il : "que perd-on de vue d'important, de décisif pour la société, en laissant aller les choses comme cela ?"

Quels objectifs sociaux ou sociétaux sont-ils en vue dans cette façon d'aborder le problème ? Pour nous en tenir au domaine thématique "*sciences de la vie, génomique et biotechnologie pour la santé*" nous pourrions proposer, à titre d'exemple et pour lancer le débat, les réponses normatives suivantes :

- L'action dans des domaines de la santé, reconnus prioritaires par ailleurs, est compromise par le manque de moyen de recherche scientifique nécessaire.
- La participation de l'UE au développement Nord-Sud
- La protection de l'environnement (je pense aux équilibres écologiques, aux pollutions industrielles et agricoles et aux cycles de destruction naturelle des effluents, ...)
- A quoi s'ajoutent des questions de société comme la commercialisation (ouverte ou larvée) du corps humain, le brevetage du génome etc.
- Etc.

En fait, des recherches scientifiques relevant du domaine thématique "*sciences de la vie...*" peuvent se révéler nécessaires dans de nombreux secteurs qui apparaissent sans lien immédiat avec ce thème. Que des besoins de recherche dans telles et telles **disciplines scientifiques** soient reconnus comme nécessaires pour réaliser plus vite et plus efficacement tels et tels **objectifs sociaux**, peut être considéré, par certains côtés, comme du pilotage de la recherche par les besoins sociaux. Par certains côtés seulement parce qu'une telle demande induit nécessairement des priorités dans l'organisation interne au monde de la recherche scientifique. Personne ne songerait à critiquer cela ! D'un autre côté, la prise en compte d'un tel besoin par

¹ Article 11 du "Règlement du Parlement et du Conseil relatif aux règles de participation des entreprises, des centres de recherche et des universités et des règles de diffusions de résultat de la recherche pour la mise en œuvre du 6^{ème} PCRD..."

² Article 10 du même règlement

les responsables de la *recherche scientifique* (c'est-à-dire ceux qui proposent, ceux qui évaluent, ceux qui financent des programmes de recherche) ne les oblige à mettre en cause ni la liberté du chercheur (sauf à confondre cette liberté avec une totale indifférence au monde dans le quel il vit) ni la nécessité de la recherche fondamentale.

La question que je pose ou, plutôt, l'objectif que je m'efforce de faire partager, c'est l'association du citoyen à la phase qui est, sommes toutes, celle de l'ensemble de la politique européenne et qui a nécessairement des implications pour la politique scientifique.

Si en outre, les scientifiques, se souvenant qu'ils sont aussi de citoyens, s'expriment sur des choix tels que 'acceptation ou le refus d'un marché des ovocytes ou des mères porteuses, ils ne feront que contribuer à la démocratisation de l'élaboration de la politique, scientifique européenne.

JeanMarc Lelievre

j'ai un empêchement de dernière minutes qui m'empêchera de venir samedi.

Ceci dit, par rapport à la proposition d'Annick, et au débat tel qu'il s'est engagé jusqu'ici, je continue de voir un risque, notamment à poser la question comme Annick la pose, pour deux raisons, qui sont ici très vite explicitées même si j'ai déjà eu l'occasion de le dire un peu.

1) combattre l'idéologie du capitalisme, c'est aujourd'hui ne plus mettre la recherche "techno scientifique" en avant pour régler les problèmes principaux qui se posent à nous, habitants de cette planète. Toute autre démarche finit par renforcer l'idéologie du capitalisme, idéologie qui est ô combien vitale pour que ce système puisse espérer perdurer.

2) l'objet premier de la science, la recherche de la vérité, a bien été de démolir toute croyance à priori. Mais ce n'est plus si vrai : aujourd'hui, on veut nous faire croire à une nouvelle religion, qui serait de placer la science au coeur du progrès que nos sociétés peuvent espérer. C'est bien l'idéologie à combattre parce que c'est bien celle du marchand, (et du tyran) : "tout ce qui est possible (grâce à la science) devient nécessaire".

Cette idéologie porte loin, et il y aurait beaucoup à dire sur ses conséquences.

Si on me suit un peu, on voit alors qu'il y a un autre débat :

- d'une part, celui qui concerne la recherche des causes à des phénomènes -j'exclue volontairement le terme fondamental - et qui est toujours une activité assez bizarre car elle vise sans cesse à aller au de là des croyances, des intuitions communes. Sans parler même du fait que cette recherche débouche inmanquablement sur des applications, cette recherche cherche à appréhender le réel (ce qui échappe au langage existant) si et seulement si elle s'y attaque "de tous cotés" (et ce n'est plus le cas actuellement, comme Arnaud nous le rappelait - il y a des secteurs du savoir sur lesquels on ne recherche plus). Cette activité est-elle vitale pour l'humanité et pourquoi ?

- d'autre part, celui qui concerne la recherche finalisée, et les critères sur lesquels celle-là pourrait justifier de drainer des financements assez importants. La science "au service des besoins sociaux" peut être une tarte à la crème du capitaliste. Si nous trouvons les mots pour sortir de l'ornière où ce concept est aujourd'hui enfermé, alors nous aurons fait du bon boulot, mais j'ai la faiblesse de croire que 1) il faut sortir de l'idéologie du progrès technoscientifique comme moteur du progrès (cf plus haut) et 2) ce ne pourra être fait qu'avec beaucoup d'autres, et que c'est la préparation de ce débat et des questions à poser auquel nous devrions nous atteler dans le cadre de la préparation du FSE par exemple.

Ce qui semble sûr, c'est la nécessité de reposer le problème du lien social entre science et société, y compris par rapport à la guerre ou au quotidien, entre les différents acteurs ...etc

Amicalement

jml